

SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

Bush écarte les scientifiques



Le président Bush, qui cite souvent la science à l'appui de ses décisions, prend quelques libertés avec elle. Il a écarté des conseils scientifiques les meilleurs spécialistes pour laisser la place aux lobbyistes des grandes multinationales et aux évangéliques. Ainsi, il a confié la sécurité alimentaire aux éleveurs industriels, la santé des enfants aux industriels du plomb et la lutte contre le sida aux inquisiteurs de la « peste homosexuelle ». Enfin, après avoir lu *La Bible*, il n'est plus très sûr que les évolutionnistes aient raison contre les créationnistes.

page 2

Censure et invectives remplacent le débat sur Israël

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Jean Bricmont

s'interroge sur la défense sélective de la liberté d'expression à propos des accusations d'antisémitisme contre l'humoriste Dieudonné. Il dénonce la censure insidieuse qui permet aujourd'hui d'interdire des spectacles. Il déplore un sketch controversé mettant en scène un rabbin nazi, non qu'il conteste ce mode d'expression, mais parce que l'évocation du nazisme (comme celle de l'antisémitisme) interdit tout débat.

page 9

REPÈRE : 1ER MARS 1917

Le « vrai faux » télégramme qui précipite l'entrée en guerre des États-Unis

Alors que la Première Guerre mondiale s'embourbe en Europe, la presse publie le texte d'un télégramme, intercepté par Washington, envoyé au président mexicain par le ministre des Affaires étrangères de l'empire allemand, Arthur Zimmermann. Il incite le Mexique à attaquer les États-Unis sur leur frontière sud. En cas de victoire de l'Allemagne, il l'autorise à s'emparer du Texas, de l'Arizona et du Nouveau Mexique. Il lui demande également d'intervenir auprès du Japon afin qu'il rejoigne l'alliance et attaque la côte Pacifique des États-Unis. Bien que le document ait été falsifié et qu'il n'ait pas exactement ce sens, Zimmermann reconnaît l'authenticité de sa démarche. Outre des pogroms anti-mexicains (plus de 1000 morts), cette publication permet au président Wilson de prétendre à la légitime défense. Le 6 avril 1917, la guerre est déclarée à l'Allemagne et les premiers contingents états-uniens débarquent en France. ■



IRAK : LA COALITION BAFUE SA SIGNATURE

L'accord signé le 15 novembre 2003 entre le Conseil de gouvernement provisoire (nommé par le général Jay Garner) et l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak (représentée par Paul Bremer III) stipulait qu'une Constitution -elle aussi provisoire- serait promulguée au plus tard le 28 février 2004. Elle devait régir l'élection d'institutions représentatives et permettre le retour à la pleine souveraineté, le 30 juin 2004. Cependant, Washington entend éviter à tout prix une élection démocratique qui donnerait sans doute la majorité aux partisans de l'ayatollah Sistani. C'est pourquoi diverses options ont été étudiées comme la création de collèges électoraux ethniques ("caucus") ou la nomination des députés par les membres du Conseil de gouvernement provisoire, eux-mêmes nommés par les États-Unis. Il est probable qu'en définitive aucun texte ne sera promulgué et que Washington se justifiera en évoquant un différent sur la place de l'islam. ■

Santé et environnement

Bush écarte les scientifiques

Le président Bush, qui cite souvent la science à l'appui de ses décisions, prend quelques libertés avec elle. Il a écarté des conseils scientifiques les meilleurs spécialistes pour laisser la place aux lobbyistes des grandes multinationales et aux évangéliques. Ainsi, il a confié la sécurité alimentaire aux éleveurs industriels, la santé des enfants aux industriels du plomb et la lutte contre le sida aux inquisiteurs de la « peste homosexuelle ». Enfin, après avoir lu *La Bible*, il n'est plus très sûr que les évolutionnistes aient raison contre les créationnistes.



Soixante scientifiques de renom, dont vingt prix Nobel, d'éminents experts en médecine, d'anciens directeurs d'agence fédérale ainsi que des présidents d'université ont publié en mars 2004 un communiqué mettant en cause les orientations scientifiques de l'administration Bush.

D'après les auteurs, « un nombre croissant de scientifiques, de responsables politiques et de spécialistes en questions techniques, qu'ils soient ou non proches du gouvernement, affirment que l'administration Bush actuelle a supprimé ou déformé les analyses scientifiques des agences fédérales afin d'en rendre les résultats compatibles avec la ligne politique de l'administration. De plus, ces experts prétendent que les irrégularités dans la nomination de conseillers scientifiques et de comités consultatifs menacent de renverser l'équilibre garanti par la loi de ces organismes » [1].

Ces libertés prises par George W. Bush et son administration concernent différents domaines tels que l'environnement (réchauffement climatique, défense d'espèces menacées, état de l'écosystème dans les parcs naturels) des questions de santé publique (SIDA, drogues), et même des problématiques épistémologiques ou liées aux sciences sociales (théorie de l'évolution, caractère héréditaire de l'intelligence). Elles permettent à la grande industrie états-unienne une liberté d'action débarrassée des contingences écologiques, mais légitiment aussi certains fondements idéologiques des néo-conservateurs et fondamentalistes chrétiens au pouvoir à Washington.

Pour cela, l'administration Bush a recours à différents moyens d'action. Le premier d'entre eux consiste en la modification de la composition des comités scientifiques chargés de conseiller l'État fédéral.

Des représentants de l'industrie au sein des conseils scientifiques

C'est ce qui est arrivé au National Advisory Committee on Microbiological Criteria for Foods. Ce comité travaille à l'élaboration de critères scientifiques permettant à l'autorité chargée du contrôle sanitaire alimentaire, le Food Safety and Inspection Service, d'évaluer la sûreté des produits alimentaires produits, importés et exportés aux États-Unis. Une tâche particulièrement importante en ces temps où la sécurité alimentaire est devenue une des préoccupations majeures des consommateurs états-unis, après les affaires liées à la Salmonellose et à la Listeria. Ces préoccupations ne sont malheureusement pas partagées par l'ensemble des grandes sociétés de l'industrie agroalimentaire qui bénéficient d'une oreille attentive de la part de l'administration Bush.

En mars 2003, la Secrétaire au Département états-unien à l'Agriculture, Ann M. Veneman, ainsi a considérablement entamé la crédibilité de ce panel de scientifiques en y nommant Virginia Scott, du National Food Processors Association, et Robert Seward, de l'American Meat Institute [2]. Le **National Food Processors Association** se veut « *la voix de l'industrie agroalimentaire pesant 500 milliards de dollars* », tandis que l'un des buts de l'**American Meat Institute** est d'augmenter « *la rentabilité du commerce mondial de viande et de volaille* ». Dans le même temps, aucun représentant des consommateurs n'était nommé au sein du comité. On peut expliquer ces nominations par le caractère stratégique que revêtent désormais les échanges mondiaux de viande et de volaille, surtout entre les États-Unis et l'Union européenne. C'est d'ailleurs le Food Safety and Inspection Service, dont dépend le National Advisory Committee on Microbiological Criteria for Foods, qui a récemment demandé l'arrêt des importations de viande et de volaille française sur la base des critères édictés par la commission.



Ann M. Veneman
Secrétaire au Département
états-unien à l'Agriculture

Dans d'autres cas, l'administration Bush a préféré purement et simplement écarter les personnalités scientifiques dont les conclusions ne se conforment pas à sa politique. On trouve un bon exemple de ce procédé dans le dossier du réchauffement climatique.

Coup de froid autour du réchauffement climatique

En juillet 2001, lorsque George W. Bush annonce son refus de ratifier le protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de dioxyde de carbone, il précise que « *la politique de mon administration sur les changements climatiques sera fondée sur la science* ». Pourtant, début 2002, le Département d'État s'oppose avec succès à la reconduction de Robert Watson, principal climatologue états-unien, à la tête du plus important comité d'étude international du réchauffement planétaire. Le rapport de 2001 du Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique tablait sur une hausse de 2,5 à 10,5 degrés Fahrenheit de la température moyenne sur la planète d'ici à 2100, et en imputait la responsabilité aux « *activités humaines* ». Ces conclusions avaient été ensuite confirmées par la National Academy of Sciences. A la suite de ce rapport, ExxonMobil demande à l'administration Bush le départ de Robert Watson, par un mémo envoyé à John Howard, membre du Conseil sur la qualité de l'environnement de la Maison-Blanche [3]. ExxonMobil s'oppose en effet à toute régulation des émissions de dioxyde de carbone et finance à hauteur d'un million de dollars des groupes mettant en doute l'existence d'un réchauffement planétaire. [4]

En septembre 2002, le rapport annuel sur l'état de la pollution atmosphérique a été amputé de sa partie consacrée au réchauffement climatique. Puis, en juillet 2003, la Maison-Blanche a également tenté de modifier en profondeur un rapport de l'Agence de protection de l'environnement (APE) dont une partie était consacrée à cette question brûlante [5]. Soumis à de trop nombreuses modifications imposées par l'équipe de George W. Bush, le chapitre concerné a été purement et simplement retiré de la rédaction finale. La Maison-Blanche refusait notamment que soit mentionnée l'augmentation de la température moyenne de la planète, et demandait le retrait de la référence au rapport de la National Academy of Sciences consacré au rôle de l'activité humaine dans le réchauffement climatique. Ce rapport était pourtant une commande de la Maison-Blanche, et ses conclusions avaient été reprises par le président Bush. Le tout devait être remplacé par une référence à une étude réalisée par l'American Petroleum Institute mettant en doute les preuves scientifiques du changement climatique. La levée de bouclier que ces « retouches » ont suscité au sein de l'APE ont finalement abouti à la suppression pure et simple de la partie [6]. La présidente de l'APE, Christine Whitman, dont les prises de position l'avaient amené à rentrer plusieurs fois en conflit avec l'équipe présidentielle, n'en a pas moins démissionné en juillet 2003. Un responsable de l'agence ayant travaillé sous sa supervision a raconté dans le *Washington Post* comment le Département à l'Energie, largement dominé par l'équipe de Dick Cheney, a tout fait pour promouvoir des plans d'augmentation de la consommation de charbon et de pétrole, sans s'attarder le moins du monde sur la question de l'emploi efficace de cette énergie [7].



Tommy Thompson
Secrétaire du Département à la Santé et aux services humains.

La même démarche a été adoptée sur la question de l'intoxication au plomb. Depuis de nombreuses années, le Comité Consultatif sur l'Enfance du Center for Disease Control (CDC) d'Atlanta réclame un abaissement des seuils tolérés à 5 microgrammes par décilitres pour les enfants, contre 10 actuellement, au grand dam de l'industrie du plomb. A quelques jours d'un nouveau rapport du Comité sur la question sur la modification des seuils, le Secrétaire du Département à la Santé et aux services humains (HHS), Tommy Thompson a renvoyé ou refusé plusieurs scientifiques qualifiés, pour les remplacer par des

consultants venus de l'industrie du plomb. [8]. Le Département à la Santé n'a notamment pas reconduit le mandat de Dr Michael Weitzman de l'Université de Rochester, puis rejeté les candidatures des Drs Bruce Lanphear (Université de Cincinnati) et Susan Klitzman (Hunter College School of Health Sciences). Ces trois scientifiques sont reconnus pour la qualité de leurs travaux sur l'empoisonnement au plomb. À leur place, l'HHS a proposé les noms de Dr William Banner, qui servit d'expert à décharge dans le procès de la compagnie de peinture Sherwin-Williams, qui fabriquait des peintures au plomb, et du Dr Joyce Tsuji, qui a travaillé pour deux sociétés représentant l'industrie du plomb. Le Dr William Banner a notamment affirmé, en 2002, lors d'un procès relatif à ces questions, qu'un niveau de plomb de 70 microgrammes par décilitre était parfaitement sain pour le cerveau d'un enfant [9]. Une position qu'il est seul à défendre au milieu des experts indépendants de l'intoxication au plomb.

Toujours dans les dossiers liés à l'industrie et aux risques de santé publique qu'elle fait courir, l'administration Bush a récemment rejeté la nomination de plusieurs chercheurs, dont le Dr Laura Punnett, au sein du département d'étude Safety and Occupational Health, qui travaille sur les problèmes de santé sur le lieu de travail. D'après le magazine scientifique *Science*, la raison de cette décision à l'encontre du Dr Punnett est politique. La scientifique a en effet apporté publiquement son soutien aux campagnes conduites pour lutter contre les troubles musculo-squelettiques, qui touchent un million de travailleurs par an aux États-Unis. Une étude de l'Institut de Médecine a révélé que la mise en place de standard ergonomiques sur le lieu de travail pourrait réduire considérablement ce nombre [10]. Or, dans ce dossier, George W. Bush s'est rangé du côté des industriels dès sa prise de fonction en janvier 2001, en abrogeant immédiatement une loi fédérale visant à faire appliquer de tels standards. D'où la disgrâce qui touche actuellement tous les scientifiques soucieux de la santé des travailleurs états-unis.

Des fondamentalistes chrétiens investissent les agences fédérales

Certaines questions de santé publique renvoient à des problématiques idéologiques d'importance pour les chrétiens fondamentalistes, justifiant la

nomination de personnalités contestées à la tête d'institutions normalement indépendantes. C'est le cas de Jerry Thacker, nommé au Conseil consultatif présidentiel sur le VIH/sida. Ce consultant en marketing a été contaminé par le virus à la suite d'une transfusion sanguine faite à sa femme, qui lui a ensuite transmis. Sa nomination a suscité une levée de boucliers de la part de la communauté scientifique et du milieu gay. Jerry Thacker a en effet poursuivi ses études à l'université Bob Jones, en Caroline du Sud, qui interdisait jusqu'à récemment les couples d'élèves de couleur différente. Sur le site de sa fondation, le Specter Institute, figurait avant le scandale une référence à la « *peste homosexuelle* », au mode de vie « *mortel* » qu'adopte la communauté gay, et à la manière dont « *Dieu peut venir en aide aux homosexuels* ». Trois phrases qui ont, depuis, disparu du site [11]. Jerry Thacker prône également l'abstinence comme meilleur moyen d'éviter la contamination. Il a finalement dû renoncer à exercer ses fonctions, sous la pression de la Maison-Blanche et de son porte-parole de l'époque, Ari Fleischer [12], tout en mettant en cause la stupidité des « *activistes gays* » [13].

Par ailleurs, des chercheurs de l'Institut National de la Santé (National Institutes of Health), ont été mis en garde par des responsables du département à la Santé et aux services humains : les crédits fédéraux pourraient leur être refusés s'ils persistent à évoquer, dans leur demandes de financement, les mots clés tels que « *travailleurs sexuels* », « *hommes qui couchent avec des hommes* », « *sodomie* » et « *échange de seringues* » [14].



Dr. W. David Hager
Expert au Health Drugs Advisory
Committee

Une autre question sensible au sein de l'administration Bush est celle de la contraception. Les fondamentalistes chrétiens présents dans l'entourage du président sont une force non négligeable de l'actuelle coalition en poste à Washington. Une composante qui a son mot à dire sur les questions de santé publique, comme le prouve la nomination par le département à la Santé du Dr. W. David Hager, à la tête du Reproductive Health Drugs Advisory Committee, un organe consultatif dépendant de la Food and Drug

Administration (FDA) et chargé d'évaluer la sûreté et l'efficacité des médicaments utilisés en gynécologie, obstétrique et les spécialités liées. David Hager est un activiste religieux conservateur, dont les principales publications sont des livres médicaux truffés de thèmes religieux. Il conseille notamment aux femmes souffrant du syndrome prémenstruel de prier et de lire la Bible [15]. Depuis qu'il est membre du Comité [16] il s'est engagé dans un combat pour la réouverture de l'étude de la pilule abortive RU-486, qu'il souhaite voir interdite. Son usage n'a pourtant jusqu'ici fait l'objet d'aucune plainte quant à sa sûreté.

Et si la Terre était plate ?

Les accents bibliques de ce genre de « *scientifiques* » rappellent le débat qui existe encore aujourd'hui aux États-Unis autour de la théorie de l'évolution élaborée par Darwin. Plusieurs écoles publiques situées dans les États les plus réactionnaires ont tenté, ces dernières années, d'enseigner aux élèves une

théorie créationniste de l'apparition de la vie sur Terre, fondée sur la Bible. George W. Bush lui-même a déclaré en 2002 que, pour lui, « *la question reste à trancher pour savoir comment Dieu a créé la Terre* » [17]. Ce qui tend à démontrer sa proximité idéologique avec les fondamentalistes chrétiens très présents au sein du « lobby » créationniste [18].

Ces délires idéologiques prêteraient à rire s'ils n'étaient pas révélateurs d'un courant de pensée présent au sein de l'administration états-unienne, qui a parfois des méthodes proches du maccarthysme dans le recrutement de responsables chargés de questions de santé publique. L'exemple du Dr William R. Miller, professeur de psychologie et de psychiatrie à l'Université du Nouveau Mexique, est éloquent. Invité à rejoindre le Conseil national consultatif sur l'usage de drogues, il est soumis à un entretien avec des membres de l'équipe du secrétaire à la Santé Tommy Thompson. Ceux-ci lui demandent s'il soutient les initiatives fondées sur la foi, s'il défend le droit à l'avortement, s'il est partisan de la peine de mort pour les grands trafiquants de drogue et s'il a voté pour George W. Bush aux élections présidentielles. Ses réponses n'ayant pas donné entière satisfaction (il s'était en effet prononcé pour la fourniture de seringues aux toxicomanes et n'avait pas voté pour le candidat républicain en 2000), il ne sera jamais rappelé [19].

Le déclenchement de l'invasion de l'Irak au mois de mars 2003 sur le motif des armes de destruction massive a été l'occasion de vérifier jusqu'où peut mener la falsification du travail d'experts et la mise en coupe réglée de la recherche. À la fin du XIXe siècle, ce sont des théories raciales présentées comme scientifiques qui ont permis à l'extrême-droite de justifier sa rhétorique antisémite. Aujourd'hui, la politique en matière de science menée par George W. Bush vise avant tout à protéger les intérêts économiques du complexe industriel surreprésenté dans son entourage et l'idéologie rétrograde des fondamentalistes chrétiens. Une stratégie qui contraste avec la vision défendue par son père, ancien président des États-Unis, qui déclarait, en 1990, devant l'Académie Nationale des Sciences : « *La science, comme toute branche de l'activité humaine, repose sur la liberté d'enquête ; et l'une des marques de cette liberté est l'objectivité. Maintenant plus que jamais, sur des questions allant de la recherche sur le SIDA à l'ingénierie générique et aux additifs nutritionnels, le gouvernement repose sur la perspective impartiale de la science comme guide.* » [20].

Paul Labarique

[1] « [Scientific Integrity in Policymaking](#) », Union of Concerned Scientists, février 2004.

[2] La liste des membres du comité est consultable sur le site internet de l'[Agence de contrôle sanitaire alimentaire](#).

[3] Un fac-similé du mémo est disponible sur le site du [National Resources Defense Council](#).

[4] Il s'agit notamment du Competitive Enterprise Institute, de Frontiers for Freedom, du George C. Marshall Institute, de l'American Council for Capital Formation Center for Policy Research et de l'American Legislative Exchange Council. Voir « [Exxon Backs Groups That Question Global Warming](#) », par Jennifer Lee, *New York Times*, 28 mai 2003.

[5] Voir « [Report by the E.P.A. leaves out data on climate change](#) », par Andrew C. Revkin and Katherine Q. Seelye, *New York Times*, 19 juin 2003.

[6] Le rapport est téléchargeable sur le site de l'EPA : « [Draft Report on the Environment](#) », EPA, juillet 2003

[7] « [How Bush and Co. Obscure the Science](#) », par Jeremy Symons, *Washington Post*, 11 juillet 2003.

[8] L'affaire a été révélée par le représentant états-unien au Congrès Edward J. Markey qui a rédigé un rapport sur cette question en octobre 2002. Le rapport est disponible sur http://www.house.gov/markey/Issues/iss_environment_rpt021008.pdf.

[9] Déposition du Dr. William Banner, Jr., (13 juin 2002), dans l'affaire État de Rhode Island vs. Lead Industries Assoc., C.A. No. 99-5526 (Cour suprême de R.I. 2 avril 2001).

[10] « [Musculoskeletal Disorders and the Workplace : Low Back and Upper Extremities](#) », Institute of Medecine, 17 janvier 2001.

[11] Une étude des modifications du site web de Scepter est consultable sur <http://www.thememoryhole.org/pol/thacker-aids.htm>. On y trouve également un discours de Jerry Thacker devant la Bob Jones University, retiré depuis.

[12] « [Conservative withdraws from White House AIDS panel](#) », AP, 23 janvier 2003.

[13] « [Jerry Thacker : Politics Muddies Fight Against AIDS](#) », *Christianity Today*, 2 juillet 2003.

[14] « [Certain Words can Trip Up AIDS Grants, Scientists Say](#) », par Erica Goode, *New York Times*, 18 avril 2003.

[15] *Stress and the Woman's body*, par David W. Hager et Linda Carruth Hager, Fleming, 1998.

[16] Devant les réactions de la communauté scientifique, il n'a finalement pas obtenu le poste de président.

[17] « [Evolution challenged in US schools](#) », par Mark Duff, BBC, 11 mars 2002.

[18] Le lobby créationniste est très présent aux États-Unis, qui prétend démontrer scientifiquement la vérité de la Création du monde telle que décrite dans la Bible, faisant remonter les origines de la vie à 2000 ans avant J-C. Pour ces fundamentalistes, les fossiles datés à des ères antérieures sont donc des objets placés sur Terre par Dieu pour tester la foi des croyants, ou bien le résultat du déluge pendant lequel Noé abrita un couple de chaque espèce animale dans son arche. Dans un discours au Congrès du 11 septembre 1990, le président George H.W. Bush faisait allusion « à une centaine de générations » composant l'humanité, refusant ainsi les connaissances scientifiques en vigueur actuellement.

[19] « [Advisors Put under a Microscope](#) », *Los Angeles Times*, 23 décembre 2002.

[20] « [Remarks to the National Academy of Sciences](#) », par George H. W. Bush, 23 avril 1990.

Censure et invectives remplacent le débat sur Israël

Analyse

Un humoriste français, Dieudonné, qui symbolise depuis une décennie la lutte contre l'intolérance et s'était présenté à des élections locales contre le Front national, est brusquement accusé d'antisémitisme et ostracisé. À ce propos, le professeur Jean Bricmont s'interroge, dans *Le Courrier de Genève*, sur la défense sélective de la liberté d'expression. Il dénonce la censure insidieuse qui permet aujourd'hui d'empêcher l'humoriste de donner ses spectacles et le public de penser. Au passage, il déplore le sketch controversé de Dieudonné mettant en scène un rabbin nazi, non qu'il conteste ce mode d'expression, mais parce que l'évocation du nazisme (comme celle de l'antisémitisme) est un mode de diabolisation ultime qui interdit tout débat.

L'ancien militant des Brigades rouges, Cesare Battisti, a été incarcéré en vue de son extradition. Comme 150 de ses camarades, il bénéficiait de l'asile français dans le cadre d'un règlement global des crimes commis pendant les " années de plomb " italiennes. Sous la pression des États-Unis, cet accord, et la garantie que la France avait apportée à son application, est aujourd'hui remis en cause dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et de la mise en place du mandat d'arrêt européen. *Le Figaro*, qui a accusé François Hollande de proximité avec le " terroriste ", lui ouvre ses colonnes. Le premier secrétaire du Parti socialiste indique ne pas se prononcer sur le fond des accusations, mais veiller au respect de la parole de la France.

Trois juristes de la Fondation Soros, James A. Goldston, Chidi Anselm Odinkalu et Jeremiah Smith Jr., se félicitent, dans l'*International Herald Tribune*, de la

première plainte déposée par un chef d'État devant la Cour pénale internationale. Il s'agit en l'occurrence d'un procès intenté par le président ougandais, Yoweri Museveni, contre l'Armée de libération du Seigneur. Cependant, notent-ils, la crédibilité de la Cour dépend de sa capacité à juger aussi des exactions commises par l'armée régulière.

Judea Pearl, convaincu que l'assassinat de son fils Daniel est imputable à l'antisémitisme de fanatiques musulmans, a créé une fondation pour le rapprochement entre juifs et musulmans avec l'aide notamment d'Elie Wiesel et de George Soros. Deux ans après le drame, il présente son analyse de la situation et le bilan de son action dans le *Jerusalem Post*. Il reprend à son compte les théories de Daniel Pipes sur les " militants de l'islam " et assimile l'ensemble du monde musulman à la situation très particulière du Pakistan. Cette connaissance parcellaire de la réalité le conduit à accumuler les erreurs d'interprétation. Ainsi, il est persuadé qu'aucun décret religieux (fatwa) n'a condamné les attentats du 11 septembre et que la plupart des musulmans s'en réjouissent peu ou prou.

Enfin, le journaliste Greg Chamberlain assure dans le *Los Angeles Times* que la crise haïtienne est imputable à l'embourgeoisement du président Aristide. Le prêtre des pauvres se serait trop bien intégré à la bourgeoisie mulâtre et aurait ainsi perdu sa légitimité. L'opposition ne vaudrait guère mieux et représenterait, elle aussi, les mêmes intérêts. Mais on ne comprend pas très bien, si une telle analyse se révélait exacte, pourquoi il faudrait donc chasser le président élu et le remplacer par des clones non-élus.

Réseau Voltaire

Jean Bricmont



Figure du mouvement belge anti-impérialiste, Jean Bricmont est professeur de physique théorique à l'Université de Louvain.

" La première et la dernière des libertés "

Source : Le Courrier de Genève

Référence : " La première et la dernière des libertés ", par Jean Bricmont, *Le Courrier de Genève*, 26 février 2004.

De toutes les indignations, celles qui concernent la liberté d'expression sont souvent celles dont le caractère sélectif est le plus évident. Notre culture a ainsi été façonnée par des apologues de l'esclavage ou du colonialisme et la censure ne fait rien devant ces déluges d'insultes racistes, d'incitations au meurtre et d'apologies des massacres. Elle a raison car la parole n'est pas l'action et elle doit être protégée.

Dans ce cas, pourquoi annuler le spectacle de Dieudonné ? Il s'agit d'une forme de censure particulièrement insidieuse qui prend pour excuse la sécurité. On notera le comique d'un État qui a de plus en plus pour fonction de protéger le

bon fonctionnement du commerce et qui se dit prétendument incapable de protéger un seul type de commerce : le spectacle. On pourrait s'arrêter à cette remarque qui est le fond du problème, mais il faut également se pencher sur les propos de Dieudonné.

Je ne vois rien de choquant à ironiser sur l'axe américano-sioniste, mais je ne ferai jamais de comparaison entre Israël et le nazisme. Ce n'est pas seulement parce qu'elle est choquante, mais parce qu'elle participe d'une déformation constante de la vision que nous avons de l'histoire. Israël est un chapitre tardif du colonialisme et de l'impérialisme occidental dont le nazisme a été le paroxysme, mais auquel il ne se résume pas. De plus, le système de propagande occidentale assimile tous ses adversaires à Hitler et participe à sa banalisation. De même que la multiplication des qualifications de nazisme n'aide pas à combattre les extrémistes, les annulations de spectacles ne parviendront pas à combattre l'antisémitisme.

Il semble que ces annulations participent d'une attaque contre la liberté d'expression à une époque où toutes les protections des peuples disparaissent.

François Hollande



François Hollande est premier secrétaire du Parti socialiste français et député de Corrèze.

" Les socialistes et le droit "

Source : Le Figaro

Référence : " Les socialistes et le droit ", par François Hollande, *Le Figaro*, 27 février 2004. Ce texte est accompagné d'un droit de réponse du journal précisant la conviction de la rédaction dans la culpabilité de Battisti et le respect des procédures légales.

Dans un article paru dans *le Figaro* du 25 février 2004, M. Guillaume Perrault me présente comme le " nouvel ami " de M. Cesare Battisti, actuellement placé sous écrou extraditionnel à la Santé et à qui j'ai rendu visite le 23 février. Je ne connaissais pas auparavant Cesare Battisti, je ne connais que la procédure initiée à son encontre en Italie et qui contredit le droit garanti par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme. Cette convention est incluse dans le droit communautaire et la France et l'Italie sont tenues de s'y soumettre. La chambre d'instruction de la cour d'appel de Paris avait refusé une première fois son extradition en 1991. Cesare Battisti vit en France au vu et au su de tous. La police connaît son statut et il a été accueilli en France avec plus de 150 ressortissants italiens qui en échange s'engageaient à abandonner la clandestinité. La parole de l'État et des réfugiés n'avait pas depuis été remise en cause. L'Italie n'avait pas fait de griefs exagérés contre la France à cette époque et beaucoup de personnalités italiennes de tout bord avaient reconnu que cette mesure avait contribué à l'apaisement de la situation en Italie.

À qui rend-on service en arrêtant M. Cesare Battisti ? À la paix civile ou à M. Berlusconi ? Pour ma part, je m'honore que les socialistes restent fidèles à leur principes.

Avocat new-yorkais, James A. Goldston est directeur exécutif de la Justice Initiative de l'Open Society de George Soros.

Avocat nigérian, Chidi Anselm Odinkalu est le responsable pour l'Afrique de la Justice Initiative de l'Open Society de George Soros.

Jeremiah Smith Jr. est chercheur à l'école de droit de Harvard.

" Un dossier crucial pour la Cour criminelle internationale "

Source : International Herald Tribune

Référence : " A crucial case for the International Criminal Court ", par James A. Goldston, Chidi Anselm Odinkalu et Jeremiah Smith Jr., *International Herald Tribune*, 27 février 2004.

Le mois dernier, le président **Museveni** d'Ouganda est devenu le premier chef d'État à demander à la Cour criminelle internationale (CCI) de juger un dossier. La Cour, ratifiée par 92 gouvernements, mais détestée par l'administration Bush, reste dans une position délicate. Sa crédibilité dépend donc beaucoup du dossier ougandais.

Quand Museveni a pris le contrôle de l'Ouganda en 1986, il a dû faire face à des mouvements chamaniques, des fanatiques bibliques et des génocidaires. À la fin des années 80, Alice " Lakwena " Auma a constitué les forces mobiles du St Esprit afin de sortir l'Ouganda de son " impureté " avant de sévir au Kenya et son cousin Joseph Kony a alors constitué l'armée de résistance du Seigneur (LRA). La LRA est basée dans le Sud du Soudan et mène des raids dans le nord de l'Ouganda. Ils ont enlevé plus de 20 000 enfants dont ils ont fait des soldats ou des esclaves sexuels.

La LRA mérité d'être jugée et la CCI doit enquêter, mais si elle veut être respectée, elle doit également enquêter sur les agissements des troupes gouvernementales qui, si leurs actes ne sont pas aussi graves que ceux de la LRA, jouissent pour l'instant de l'impunité. Il faut aussi qu'elle se fasse livrer Joseph Kony, aux mains des soudanais. Les États-Unis pourraient faire pression sur Khartoum pour que Kony soit livré sans trop de difficultés, mais ils détestent la CCI.

Judea Pearl



Judea Pearl est président de la Daniel Pearl Foundation et père de Daniel Pearl.

" Le dialogue comme revanche "

Source : Jerusalem Post

Référence : " Dialogue as revenge ", Judea Perle, *Jerusalem Post*, 27 février 2004.

Le mois dernier, le président **Museveni** d'Ouganda est devenu le premier chef d'État à demander à la Cour criminelle internationale (CCI) de juger un dossier. La Cour, ratifiée par 92 gouvernements, mais détestée par l'administration Bush, reste dans une position délicate. Sa crédibilité dépend donc beaucoup du dossier ougandais.

Quand Museveni a pris le contrôle de l'Ouganda en 1986, il a dû faire face à des mouvements chamaniques, des fanatiques bibliques et des génocidaires. À la fin des années 80, Alice " Lakwena " Auma a constitué les forces mobiles du St Esprit afin de sortir l'Ouganda de son " impureté " avant de sévir au Kenya et

son cousin Joseph Kony a alors constitué l'armée de résistance du Seigneur (LRA). La LRA est basée dans le Sud du Soudan et mène des raids dans le nord de l'Ouganda. Ils ont enlevé plus de 20 000 enfants dont ils ont fait des soldats ou des esclaves sexuels.

La LRA mérite d'être jugée et la CCI doit enquêter, mais si elle veut être respectée, elle doit également enquêter sur les agissements des troupes gouvernementales qui, si leurs actes ne sont pas aussi graves que ceux de la LRA, jouissent pour l'instant de l'impunité. Il faut aussi qu'elle se fasse livrer Joseph Kony, aux mains des soudanais. Les États-Unis pourraient faire pression sur Khartoum pour que Kony soit livré sans trop de difficultés, mais ils détestent la CCI.

Greg Chamberlain

Greg Chamberlain est journaliste et a traité des Caraïbes et d'Haïti depuis 1970. Il est l'ancien correspondant du *Guardian*.

" Haïti saigne sur l'autel des politiques des sauveurs "

Source : Los Angeles Times

Référence : " Haiti Bleeds on an Altar of Savior Politics ", par Greg Chamberlain, *Los Angeles Times*, 27 février 2004.

La crise en Haïti fait écho à la violence de la naissance, il y a deux siècles, de ce qui fut la première république noire indépendante.

Un petit prêtre catholique à l'air studieux ayant la couleur de la sous-classe des esclaves s'est attaqué à l'aristocratie à la peau plus pâle qui domine l'économie à son seul profit. Il a mené une révolte semblable à celle de l'indépendance. Jean-Bertrand Aristide a été élu, en 1990, seulement quelques mois après avoir dénoncé les élections comme un tour de la bourgeoisie. 14 ans plus tard, on est malheureusement obligé de constater qu'il est rentré dans le système, qu'il s'appuie sur des milices et qu'il a fondé une kleptocratie dans la plus pure tradition haïtienne.

Les troubles n'ont pas commencé, comme on l'affirme, avec les élections truquées de 2000 qu'Aristide auraient gagnées de toutes façon. Le vrai début de la crise a été la prise de contrôle de la police par Aristide et les assassinats d'opposants. L'opposition actuelle ne vaut cependant pas mieux. L'aristocratie mulâtre a aujourd'hui une occasion d'utiliser les noirs pour se débarrasser d'Aristide qu'elle déteste. Dans ce mouvement, les faibles démocrates ont peu de chances et risquent, comme Aristide, d'être dévorés par le système.

Les Haïtiens ne voient pas la situation ainsi et continuent de blâmer l'étranger pour ce qui leur arrive. En réalité, Aristide a utilisé les sanctions états-uniennes qui ont suivi le trucage des élections pour justifier son incompetence. Pour s'en sortir Haïti a besoin d'une aide massive et que la classe dirigeante rende des comptes.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .